

À Montréal, le 7 septembre 2022 — À l'aube des élections provinciales de 2022 et dans un contexte post-pandémique, le G13, ou Groupe des 13, qui coalise dix-neuf regroupements féministes, revendique la création d'un ministère des Droits des femmes et de l'Égalité au Québec. En effet, plusieurs constats alarmants relatifs aux conditions des femmes sont observés tels que l'accroissement significatif des violences genrées ainsi que l'intensification des inégalités entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes créant plusieurs questions sociales, mais également sociétales.

Des inégalités qui persistent toujours

La pandémie a creusé le fossé des inégalités déjà présentes entre les hommes et les femmes et entre les femmes elles-mêmes telles que la charge familiale accrue par les mesures de confinement, les inégalités salariales, le recul des femmes sur le marché du travail, l'augmentation des violences faites aux femmes ainsi que le fléau de l'exploitation sexuelle des jeunes mineures. Ainsi, les impacts de la crise ont été immenses pour les femmes et mettent en lumière l'importance de la création d'un organe gouvernemental qui permettrait des réponses systémiques et globales pour améliorer leurs conditions de vie et aborder leurs réalités spécifiques.

Le G13 interpelle tous les partis se présentant aux élections provinciales pour demander de mettre en place un ministère des Droits des femmes et de l'Égalité. L'objectif de cette mesure, préconisée depuis 2010 par le G13, est de se doter enfin des moyens pour atteindre une réelle égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes en obtenant plus de pouvoir au sein de l'appareil gouvernemental ainsi qu'une vision d'ensemble des politiques touchant les femmes. Les politiques publiques actuelles ne permettent pas de répondre adéquatement, pour ne pas dire minimalement, aux besoins des femmes puisque leurs droits sont traités en silo, à travers les différents ministères.

La pertinence d'un ministère des Droits des femmes et de l'Égalité

Les femmes représentant 50 % de la population du Québec, les enjeux d'égalité liés au genre devraient être considérés comme une priorité nationale soutenue par une ministre en titre dont la condition féminine est l'unique cheval de bataille. La création d'un ministère à part entière disposerait de la structure, du personnel, des ressources et de la plateforme nécessaires pour s'acquitter de son mandat, comparativement à un secrétariat qui est beaucoup moins stable et manque de leviers décisionnels.

L'instauration d'un ministère des Droits des femmes et de l'Égalité, proposant une stabilité et une pérennité dans ses actions, aurait la marge de manœuvre pour relever efficacement l'important défi d'assurer la mise en œuvre des stratégies qui requièrent la participation d'un nombre important de ministères et d'organismes. Ce ministère se présenterait comme un changement majeur, historique, mais aussi nécessaire pour l'atteinte de l'égalité et amplifierait par le même fait la reconnaissance, la crédibilité et la visibilité des enjeux qui touchent toutes les femmes. Un ministère des Droits des femmes et de l'Égalité bénéficierait autant socialement qu'économiquement à toute la société.

Le G13, un collectif impliqué dans toutes les facettes de la vie des femmes

Le G13 est composé de 19 groupes et regroupements féministes présents dans tout le Québec, qui œuvre à la défense des droits des femmes au Québec et au Canada. Formé en 1986, le collectif a pour mission d'être à la fois le porte-voix et de représenter la diversité des réalités des groupes dont il est constitué, en plus d'être un lieu d'échange ayant comme objectifs la circulation de l'information, le soutien aux membres et la prise de positions communes. Les champs d'action des groupes membres sont pluriels : maisons d'hébergement pour femmes victimes de violences, employabilité, tables de groupes de femmes, centres d'aide et de lutte aux agressions à caractère sexuel, centres de femmes,

organismes de soutien aux familles monoparentales et recomposées, défense de droit, éducation populaire, immigration, diversité sexuelle et santé des femmes.

-30-

CONTACT MÉDIA :

Elisabeth VIENS-BROUILLARD | 514 233-8256 | eviens-brouillard@fedec.qc.ca

Les membres du G13 sont :

Action santé femmes

Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

DAWN-RAFH Canada

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

Fédération des femmes du Québec

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes

Fédération du Québec pour le planning des naissances

Femmes Autochtones du Québec

L'R des centres de femmes du Québec

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Regroupement Naissance-Respectées

Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

Relais-femmes

Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec

Réseau des lesbiennes du Québec- Femmes de la diversité sexuelle

Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes